



Marseille, le 18 octobre 2016

Mesdames les Inspectrices, messieurs les Inspecteurs des circonscriptions des Bouches-du-Rhône,

La réussite scolaire de tous les élèves est un enjeu majeur pour notre société. Les attentes vis-à-vis de l'Ecole et de ses personnels sont de plus en plus grandes. Trop souvent, les enseignants sont soumis à de nouvelles prescriptions sans que leur soient donnés les moyens de s'y préparer et de les assurer dans des conditions satisfaisantes. Pour exemple, à cette rentrée, des nouveaux cycles, des nouveaux programmes, des nouveaux parcours ont du être mis en place sans qu'aucun temps ne soit dédié à leur appropriation. Cette charge de travail, croissante, due aussi à l'augmentation de l'hétérogénéité des classes, n'est pas reconnue à sa juste mesure.

C'est pourquoi, le SNUipp-FSU veut faire reconnaître les nombreuses missions qui constituent le travail « invisible » comme le travail « hors la classe », récupérer du temps pour gagner en autonomie et en efficacité pédagogique. C'est pourquoi, il propose la suppression des 36 heures d'APC comme première étape de cette reconnaissance. Ce temps doit être rendu aux enseignant-e-s.

Cette revendication, loin d'être en opposition avec notre attachement à la réussite scolaire, s'accompagne d'une réflexion sur le temps de classe dû à tous les élèves, pour lesquels nous demandons plus et mieux d'école.

En effet, une large majorité de la profession estime aujourd'hui que ce dispositif ne constitue pas une réponse adaptée à la difficulté scolaire, que seuls des RASED complets sont à même de traiter. Par ailleurs, la mise en place des APC alourdit inutilement les journées des élèves les plus fragiles et est coûteuse en temps pour les enseignants, pour une efficacité contestable. Ces conclusions sont partagées par de nombreux acteurs et spécialistes du système éducatif.

Le ministère par le biais d'une enquête de la DEPP de 2013 reconnaît que le travail hors la classe est largement supérieur aux 2 heures prévues par les obligations réglementaires de service : 1 heure 03 pour les rencontres avec les parents, 1 heure 23 de travail en équipe, 3 heures 10 pour les autres tâches (Conseils d'écoles, formation...) et cette liste est loin d'être exhaustive.

A cette rentrée, le SNUipp-FSU a décidé d'engager une campagne nationale sur le temps de travail des enseignants dont la première étape est l'arrêt des APC et la libre disposition des heures annualisées de nos ORS. Parallèlement, s'est adressé à la ministre pour l'ouverture de discussions sur ces ORS. D'autres choix sont nécessaires pour se donner les moyens de faire réussir tous les élèves et améliorer les conditions de travail des enseignants.

Plus de 37 000 collègues ont d'ores et déjà décidé de s'y engager, dont plus de 1570 dans notre département.

Nous appelons dès aujourd'hui notre profession à entrer dans l'action et à ne pas ou ne plus mettre en œuvre les APC. Le SNUipp-FSU 13 s'est adressé au DASEN et a sollicité une audience, dans l'attente d'une réponse de sa part, nous tenions à vous informer que de nombreux collègues ne mettront plus en place les APC et que nous soutiendrons localement et nationalement tout-e enseignant-e qui prendrait part à ce boycott.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les Inspectrices et Inspecteurs de circonscriptions, l'expression de nos salutations distinguées.

Le secrétariat général du SNUipp-FSU 13 :
Claire BILLÈS
Christel VILETTE
Barbara MIRET